

AIC Alternative Information Center
Observatoire de droits humains à Jérusalem
2014-2017
Projet soutenu et financé par Genève Ville Solidaire

**Rapport final sur le déroulement du programme -
bilan des objectifs**

Le déroulement du projet

Les étapes du suivi du programme

Le projet a été accepté le 26 juin 2014 par le Conseil Administratif de la Ville de Genève.

La première tranche du financement, FS 53 500.- a été reçue par le Collectif Urgence Palestine (CUP) le 02.10.2014 et après quelques difficultés de transfert bancaire reçue changée en Shekels, ILS 209 254,12, par l'Alternative Information Center (AIC) le 04.12.2014.

Une note intermédiaire sur la mise en place et le déroulement du programme a été remis à la DGVS en avril 2015 (annexe 1).

La deuxième tranche du financement est versée en décembre 2015.

Un rapport de visite sur place sur le déroulement du programme durant la période 2014-2015 a été remis à la DGVS en octobre 2015 (annexe 2).

L'AIC a transmis une réponse aux questions de la Commission DGVS sur la participation des autorités locales aux activités du projet et sur les représentativités palestiniennes et israéliennes aux activités et à la gouvernance de l'AIC.(annexe 3).

Un dossier de suivi est remis à la DGVS en novembre 2016 comprenant le rapport d'activité de l'AIC, une note détaillée, le rapport financier avec note explicative (anglais) ainsi qu'une lettre du CUP exposant les difficultés que rencontre l'AIC dans la continuation du programme dans un contexte qui se détériore (annexe 4).

Un dossier complémentaire est remis à la DGVS en mars 2017. Il comprend le rapport d'activités de l'AIC 2015, les audits financiers 2014 et 2015, les comptes détaillés AIC et le bilan intermédiaire des objectifs du projet (annexe 5).

La troisième tranche du financement est versée en avril 2017.

Une visite sur place a lieu en mai 2017 en vue d'établir un bilan du programme pour la période 2014-2017. Le rapport de visite est intégré à ce rapport final.

On constate une baisse des activités de l'AIC visible sur le site web de l'AIC dès l'automne 2017. Le site web devient inopérant en 2018

Le contexte et son évolution

Depuis l'été 2014, le contexte social et politique s'est péjoré de manière dramatique dans les Territoires occupés palestiniens, y compris Jérusalem. En juin, quelques semaines après la formation d'un gouvernement palestinien d'union nationale, l'enlèvement et le meurtre de trois jeunes colons dans la région d'Hébron, Gil-ad-Shaer, Naftali Fraenkel et Eyal Yifrach a déclenché une intense répression, des rafles et des centaines d'arrestations en Cisjordanie. Le 2 juillet, à Jérusalem, des Israéliens ont enlevé et tué (brûlé vif) un jeune Palestinien, Mohamad Abu Khdeiri.

Une série d'attaques et de ripostes dans la Bande de Gaza a débouché sur une nouvelle « guerre » du 7 juillet jusqu'au cessez-le-feu du 26 août 2014 avec des centaines de bombardements israéliens et une intervention terrestre, et de nombreux tirs de missiles palestiniens en territoire israélien. Selon Physicians for Human Rights Israël – (Rapport « Gaza 2014 » de PHR-IL dans Haaretz du 20.01.15) le bilan est de : 2100 morts dont 70% de civils et 500 enfants, 11 000 blessés et des destructions massives dont 96 000 habitations côté palestinien – 73 morts dont 6 civils et 724 blessés dont 255 civils côté israélien.

Les fortes protestations de jeunes Palestiniens durant l'été 2014 ont été durement et massivement réprimées: à Jérusalem-Est, 800 Palestiniens résidents ont été arrêtés entre juillet et septembre 2014, dont plus de la moitié de mineurs (la majorité est à 18 ans) ; 500 ont été blessés par balle, ou balles enrobées, ou bombes sonores ou par gaz.

Les effectifs de la police ont été augmentés de 25% à Jérusalem-Est et ses moyens ont été renforcés : postes de police et systèmes de surveillance TV. Six responsables de mouvements politiques palestiniens ont été bannis de Jérusalem le 19 novembre 2014 pour une période de cinq mois. Les arrestations et les bannissements continuent. L'association Health Work Committees (HWC) dénonce un ordre de bannissement sans motif du 3 décembre 2014 pour cinq mois concernant trois travailleurs sociaux palestiniens de Jérusalem : Madj

Darwish, Saleh Dirbas et Daoud al Ghoul.

Le 4 janvier 2016 le rapporteur spécial des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés, M. Makarim Wibisono, démissionne pour protester contre les conditions imposées par le gouvernement israélien à l'exécution de son mandat. Il rend son dernier rapport. Dans ce rapport présenté au Conseil des droits de l'homme le 21 mars 2016, il dénonce entre autre la «judaïsation» de Jerusalem-Est.

Le successeur de m. Makarim Wibisono, M.S. Michael Lynk, précise dans son rapport du 19 octobre 2016 :

- 13 % de la superficie de Jerusalem-Est est attribuée à l'habitation des palestiniens contre le triple attribué au colonies israéliennes ;
- Contrairement au standard élevé de Jérusalem ouest et des colonies, les infrastructures des quartiers palestiniens sont négligées par la municipalité: absence de parcs publics, mauvais état des routes, des transports publics, des services de secours, des réseaux d'eau, de la récolte des déchets, de l'éclairage public, certains quartiers n'étant pas raccordés au réseau d'égouts ;
- 82 % des Palestiniens de Jérusalem-Est vivaient en 2014 en dessous du seuil de pauvreté;
- la construction du mur a isolé 80 000 Palestiniens de Jerusalem-Est qui doivent franchir des checkpoints pour accéder à leur travail et aux services sociaux en ville ;
- les Palestiniens de Jérusalem-Est paient des taxes municipales alors qu'ils sont nombreux à ne pas bénéficier des services municipaux ;

Depuis l'épicentre de Jérusalem-Est, un cycle de violences (attaques individuelles au couteau et de répressions massives de la part des forces armées israéliennes) s'étend, depuis le début du mois d'octobre 2015, à toute la région.

M.S. Michael Lynk en donne quelques exemples dans son rapport du 13 avril 2017:

- 33 enfants palestiniens ont été tués l'armée israélienne à Jerusalem-Est en 2016;
- 88 démolitions de maisons palestiniennes en 2016 à Jerusalem-Est;
- janvier 2017, la construction de 11 000 unités de logements pour les colons est annoncée dont 566 à Jerusalem-Est;
- 180 procédures d'expulsion de logements concernant 818 Palestiniens dont 372 enfants sont lancées en novembre 2016 à Jerusalem-Est ;
- les défenseurs des Droits de l'Homme sont dénoncés comme criminels et vivent dans un climat d'hostilité entretenu par les colons et soutenu par le

gouvernement ;

- plusieurs sont arrêtés et emprisonnés, ils reçoivent des menaces de mort ;
- plusieurs lois discriminantes pour les organisations qui défendent les Droits de l'Homme sont en préparation à la Knesset ; elles concernent des taxes, l'interdiction d'accès aux écoles et l'interdiction faites aux volontaires du service civil d'y collaborer.

En mai 2017 l'AIC constatait qu'une chape de plomb avait couvert et continuait à couvrir Jérusalem-Est, et que le climat social et politique qui menaçait de se dégrader encore avec l'annonce du transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem n'avait pas été favorable au développement des aspects du programme relatifs au dialogue et à la coopération entre les comités de quartier palestiniens et les autorités israéliennes.

Cependant, le programme a été mis en route et s'est poursuivi jusqu'en 2017 selon les objectifs annoncés, mais avec des résultats en deçà des prévisions. Des rapports de suivi ont été établis et nous nous sommes rendu à Jérusalem-Est à deux reprises et avons alors rencontré les responsables de l'AIC ainsi que leurs partenaires, palestiniens et israéliens sur le terrain. Entre temps les contacts ont été maintenus par courriels, téléphone et vidéo-entretiens (skype).

Actuellement après le transfert de l'ambassade américaine à Jérusalem, les protestations qui ont suivi, la coupure de la contribution américaine à l'UNRWA, l'agence des Nations Unies pour les réfugiés Palestiniens, et la répression sanglante des manifestations de masse des Palestiniens pour le respect du droit au retour des réfugiés et pour la commémoration des 70 ans de la Nakba autour du 15 mai 2018, la voix de l'AIC est largement insuffisante dans le soutien aux défenseurs des droits humains, Palestiniens, Israéliens et Internationaux.

Fiche descriptive sur Jérusalem

Carte OCHA 1

Agglomérations palestiniennes – Colonies – Barrières, obstacles et checkpoints.

La carte de la région de Ramallah comprend dans sa partie sud Jérusalem-Est et les colonies situées à l'intérieur et à l'extérieur des limites de la municipalité du « Grand Jérusalem »

(Voir en fin de rapport un tirage format A3)

Carte Bimkom

Agglomérations et quartiers palestiniens à Jérusalem-Est

A Jérusalem-Est les colonies sont sous l'administration de la Municipalité et font partie du « Grand Jérusalem » dont le territoire a été établi unilatéralement par la Municipalité de Jérusalem Ouest après l'occupation par l'armée israélienne de la Cisjordanie en 1967. L'Etat d'Israël a confirmé l'annexion de Jérusalem-Est avec une loi fondamentale qui proclame Jérusalem «une et indivisible» comme la capitale de l'État d'Israël. Cette annexion n'est pas reconnue internationalement. Le «Grand Jérusalem » s'étend à l'est jusqu'à Abu Dis, à Bethlehem au sud et Ramallah et Al Bireh au nord.

Il englobe au-delà de la ligne verte (la ligne reconnue de l'armistice de 1948) outre la Vieille Ville, les quartiers palestiniens, du sud au nord, de Sharafat, Beit Safafa, Sur Baher, Umm Laysoon, As-Sawahrah, Jabal al-Mokabber, Abu Thor, Silwan Center, Ras al-Aamud, Wadi Qaddum, Ash-Sheik Jarrah, Wadi aj-joz, As-Suwwanah, Ash-Shayyah, At-Tur, Al-Isawiyyah, Shuafat et Beit Hanina. Administrativement, Jerusalem-Est comprend 6 districts avec chacun un ou plusieurs Centres communautaires (environ 10 en tout), ces centres sont des antennes de la Municipalité qui intègrent des représentants de la communauté palestinienne. Sans appuis extérieurs, ces représentants n'ont pas de pouvoir face à la Municipalité.

Carte OCHA 2

Agglomérations palestiniennes coupées par le mur de séparation à Jérusalem-Est

Le mur principal a un tracé qui chevauche très approximativement les limites unilatéralement déclarées de la Municipalité en s'en écartant parfois fortement créant des enclaves externes comme le village de An Nu'man, ou internes comme le camp de réfugiés de Shu'fat séparé de Jérusalem par le mur. Ces enclaves ont des statuts encore plus problématiques que ceux des agglomérations palestiniennes entièrement annexées et séparées de la Cisjordanie.

Sur ce tracé principal du mur se greffent d'autres murs englobant des zones considérables de colonies établies au-delà des limites de la Municipalité de Jérusalem comme Betar Illit au sud, Ma'ale Adumim à l'est et Gi'at Zejev au nord-ouest, elles ont le statut administratif de Municipalité. Elles sont reliées directement par des routes réservées aux colonies implantées à l'intérieur du « Grand Jérusalem ». Dans toutes les colonies, internes ou externes, et comme en Israël dans les villes de moins de 1 000 habitants, un comité décide d'accepter ou de refuser les résidents.

Pour des cartes et des tableaux chiffrés en français, voir « Atlas des Palestiniens » éditions Autrement 2017 – pages 66 à 73

A Jérusalem-Est les colonies sont sous l'administration de la Municipalité et font partie du « Grand Jérusalem » dont le territoire a été établi unilatéralement par la Municipalité de Jérusalem Ouest après l'occupation par l'armée israélienne de la Cisjordanie en 1967. L'Etat d'Israël a confirmé l'annexion de Jérusalem-Est avec une loi fondamentale adoptée en 1980 qui proclame Jérusalem «une et indivisible» comme la capitale de l'État d'Israël. Cette annexion n'est pas reconnue internationalement. Le «Grand Jérusalem » s'étend à l'est jusqu'à Abu Dis, à Bethlehém au sud et Ramallah et Al Bireh au nord.

Il englobe au-delà de la ligne verte (la ligne reconnue de l'armistice de 1948) outre la Vieille Ville, les quartiers palestiniens, du sud au nord, de Sharafat, Beit Safafa, Sur Baher, Umm Laysoon, As-Sawahrah, Jabal al-Mokabber, Abu Thor, Silwan Center, Ras al-Aamud, Wadi Qaddum, Ash-Sheik Jarrah, Wadi aj-joz, As-Suwwanah, Ash-Shayyah, At-Tur, Al-Isawiyyah, Shuafat et Beit Hanina. Administrativement, Jérusalem-Est comprend 6 districts avec chacun un ou plusieurs Centres communautaires (environ 10 en tout), ces centres sont des antennes de la Municipalité qui intègrent des représentants de la communauté palestinienne. Sans appuis extérieurs, ces représentants n'ont pas de pouvoir face à la Municipalité.

Le mur principal, dont la construction a commencé en l'été 2002, a un tracé qui chevauche très approximativement les limites unilatéralement déclarées de la Municipalité en s'en écartant parfois fortement créant des enclaves externes comme le village de An Nu'man, ou internes comme le camp de réfugiés de Shu'fat séparé de Jérusalem par le mur. Ces enclaves ont des statuts encore plus problématiques que ceux des agglomérations palestiniennes entièrement annexées et séparées de la Cisjordanie.

Sur ce tracé principal du mur se greffent d'autres murs englobant des zones considérables de colonies établies au-delà des limites de la Municipalité de Jérusalem comme Betar Illit au sud, Ma'ale Adumim à l'est et Gi'at Zejev au nord-ouest, qui ont le statut administratif de Municipalités. Elles sont reliées directement par des routes réservées aux colonies implantées à l'intérieur du «Grand Jérusalem». Dans toutes les colonies, internes ou externes, et comme en Israël dans les villes de moins de 1 000 habitants, un comité décide d'accepter ou de refuser les résidents.

Rapports des visites et des rencontres

Extraits de la note intermédiaire sur la mise en place et le déroulement du programme Février 2015

(le rapport complet est annexé)

AIC CLUB

Conformément à son projet, l'AIC a ouvert un bureau et local de réunion à Jérusalem-Ouest (24 Hillel str. Tél +972 2 582 22 34) en novembre 2014 : ce lieu a trois fonctions principales.

Conférences

Des conférences sont organisées deux fois par mois. Le public, divers et multiculturel, jusqu'à 60 personnes (le local accueille 30 personnes très confortablement) a notamment pu rencontrer et écouter Amira Haas, journaliste et écrivaine, ainsi que Haneen Zoabi, membre de la Knesset (voir documentation annexe). Ces conférences sont filmées et diffusées sur Facebook et téléchargeables comme vidéos.

Accueil

L'AIC Club accueille des organisations et des groupes actifs dans le dialogue israélo-palestinien qui peuvent y tenir leurs réunions, y organiser leurs activités, conférences, ateliers. Par exemple, Social Women for Peace y tient ses assemblées et Independent Workers Union y tient ses ateliers sur les travailleurs migrants.

Lieu de rencontre

C'est, à Jérusalem, le seul lieu de rencontre et de coordination pour les divers groupes qui militent pour les Droits humains et la Paix : un nombre croissant de ces groupes et organisations, comme par exemple Tarabut-Hithabrut (Rassembler en arabe et en Hébreu) et Women against Army, fréquente l'AIC Club.

L'INFORMATION

L'AIC assure un suivi quotidien de la situation à Jérusalem et dans les Territoires Occupés tout en suivant les événements qui s'y rapportent en Israël. 50 à 60 sujets sont traités mensuellement et diffusés sur le site d'information de l'AIC : www.alternativenews.org

Les rubriques « News, Special Reports, AICafe, Activism et Comment » touchent les domaines politique, social, religieux et culturel. De nombreux sujets concernent Jérusalem-Est et dans ce cadre, des visites commentées des différents quartiers de la Ville sont organisées deux à trois fois par mois.

ACTIONS CONJOINTES ISRAELO-PALESTINIENNES

On constate une baisse de confiance des Palestiniens, dans le climat actuel, dans la capacité d'organisations très minoritaires en Israël, de sortir la société

israélienne des blocages inhérents à l'histoire et aux réalités actuelles de la colonisation de la Palestine.

Malgré cela, plusieurs réunions, formelles ou informelles, ont été organisées par l'AIC entre militants israéliens et palestiniens pour envisager des actions communes.**Exemples**

Des contacts ont été établis entre des étudiants israéliens de l'Hebrew University, implantée à Jérusalem-Est, et le comité du quartier voisin d'Issawiya. Il en est résulté une dénonciation de l'isolement du quartier dû aux blocages des accès et à l'abus des contrôles. Une manifestation commune s'est déroulée sur les lieux.

Des contacts ont été établis entre des militants israéliens pour la Paix et le Jerusalem Parents Committee dont les membres dénoncent le harcèlement par l'armée et la police des enfants aux alentours d'une école dans le Quartier de A-Tur . Une manifestation commune a été organisée devant la Mairie de Jérusalem.

Des protestations communes contre les nombreuses démolitions arbitraires de maisons d'habitation, d'ateliers et de commerces sont menées conjointement entre comités palestiniens et militants israéliens.

AICafe

L'AICafe est un lieu culturel situé à Beit Sahour (Main Street Suk-a-shaab) près de Bethlehem. Il continue à fonctionner comme lieu de rencontre, ouvert le mardi et le samedi de 19h à 22h AIC. Il comporte un café, une bibliothèque, une vidéothèque. Il reçoit des artistes palestiniens ou israéliens comme la chanteuse Yehudit Rawitz (voir le site AIC).

Un rapport intermédiaire sera établi dans le courant 2015

Blaise Crouzier - Tobia Schnebli Genève

Connie Hackbarth – Sergio Yahni Jérusalem

Septembre 2015 Tobia Schnebli – Blaise Crouzier

(Le rapport complet avec photos est annexé)

Nos interlocuteurs de l'AIC étaient Connie Hackbart et Sergio Yahni, co-directeurs, Sami Sockol et Nassar Ibrahim, responsable de la branche de l'AIC située à Beit Sahour dans les Territoires palestiniens occupés. En fin de séjour nous avons eu un entretien avec Michel Warschawski co-fondateur de l'AIC. Une rencontre a eu lieu également avec BimKom, un groupe d'architectes partenaire de l'AIC.

Un premier entretien a eu lieu le vendredi 4 au cours duquel a été établi le

programme des rencontres et des visites.

Les réunions se sont tenues dans les bureaux et au local de réunion à Jérusalem-Ouest (24 Hillel str. Tél +972 2 582 22 34) ainsi qu'au siège de l'AIC à Beit Sahour. À Jérusalem-Est, nous nous sommes rendus sur le terrain à An Nu'man, Issawya, Silwan, Shu'fat, dans la Vieille ville et avons fait une visite de plusieurs colonies de Jérusalem-Est.

Lors des différentes visites nous avons constaté le climat de confiance entre les interlocuteurs palestiniens, les représentants des ONG israéliennes et l'AIC. Nous n'avons toutefois pas rencontré de responsables des autorités israéliennes, Municipalité, administrations civile ou militaire, ce que nous regrettons.

La raison en est sans doute qu'à l'évidence ces contacts ne sont pas aisés comme nous l'ont confirmé les architectes de Bim Kom et que des questions sur la brutalité de certaines politiques menées envers la population palestinienne sont vite perçues comme subversives.

Visite au village de An Nu'man

Nu'man est un village palestinien situé dans la partie Sud-Est du territoire de la Municipalité de Jérusalem auquel on peut accéder uniquement par un check point situé à l'extérieur des limites de la Municipalité, mais à l'intérieur du mur. Il faut discuter avec le soldat qui est en haut de la tour, la barrière automatique finit par se lever. Avant de nous faire visiter le village, Youssef nous reçoit dans sa maison, en face de la ruine d'une maison démolie par la Municipalité au début des années 2000. Il décrit la situation. Il est entrepreneur en Cisjordanie, sa femme vit à Jérusalem. Voici son témoignage :

«Le village était sous l'administration «civile» de l'armée jusqu'en 1994, année où la Municipalité commence à intervenir de manière contradictoire: d'un côté elle ordonne la démolition d'un garage, de l'autre elle interdit aux enfants d'aller à l'école à Jérusalem. Le village était vivant, il y avait une épicerie, mais depuis 2002 le village est enfermé : le mur et un check point le sépare de la Cisjordanie et la route menant directement à Jérusalem a été bloquée, Les habitants se font arrêter pour « entrée illégale en Israël » dès qu'ils s'éloignent des strictes abords du village. Le passage du check point, seul accès à la Cisjordanie et à Jérusalem, est soumis à des contrôles incroyables : pour livrer une bouteille de gaz le chauffeur doit décharger tout son camion, désormais il ne vient plus ; un diplomate américain a dû attendre trois heures pour passer ; longue attente et limitation de l'entrée des marchandises sous prétexte de limiter la contrebande, etc...

Le seul service que nous recevons de la Municipalité, ce sont les démolitions de maisons. Tous les services viennent de Cisjordanie. Les enfants vont à l'école à

Al Khas côté cisjordanien sauf quelques chanceux qui réussissent à aller à Jérusalem.

Le recensement établi sur la base des indications d'un mokhtar (dignitaire traditionnel) qui habite à 5 km du village ne correspond pas la réalité, en fait il y a 250 habitants aujourd'hui et 25 maisons environ. Probablement la Municipalité a des projets d'extension de la colonie d'Har Homa sur les terres du village.»

Conférence à Beit Sahur

Le samedi 5 sept. nous avons assisté à la conférence organisée par l'AIC sur les thèmes «Normalisation et Co-Résistance». Plusieurs organisations syndicales palestiniennes et israéliennes, des comités populaires palestiniens et des organisations politiques palestiniennes et israéliennes ont participé à la préparation de cette conférence qui a réuni environ septante participant.e.s., membres et militant.e.s des organisations mentionnées. Il faut relever qu'il s'agissait de la première conférence publique qui a pu avoir lieu entre militants palestiniens et israéliens depuis plus d'une année. Trois autres rencontres conjointes entre israéliens et palestiniens et publiques qui devaient se tenir plus tôt cette année dans la région de Jérusalem avaient été empêchées physiquement par des manifestations de Palestiniens qui reprochaient ces événements de participer à la «Normalisation».

La conférence s'est tenue à Beit Sahur dans les locaux de l'AIC situés dans le siège du Centre «Health Work Committe » (comité de santé populaire), soit une ONG palestinienne créée pendant la première Intifada. Des locaux à capacité équivalente ne sont pas disponibles à Jérusalem et beaucoup de Palestiniens ne peuvent pas s'y rendre.

La conférence était structurée dans une première partie en trois ateliers : **1) Occupation, exploitation et profits.** La situation et les luttes des travailleurs dans les « zones industrielles » et dans les colonies. Les protocoles de Paris et la domination économique israélienne. **2) Luttes conjointes et normalisation** (la normalisation désigne la politique israélienne qui permet la poursuite de la colonisation) Comment se réalise la normalisation des deux côtés de la ligne verte ? Comment des luttes spécifiques acceptent-elles l'occupation ? **3) La lutte contre la colonisation** Avec un accent particulier sur la situation à Hébron (une première conférence avait réuni les participants à Hébron).

Extraits des restitutions des ateliers

(Traduction hébreux - arabe dans la salle, et hébreux – anglais/français en aparté)

Les restitutions sont majoritairement consensuelles, toutefois des opinions contradictoires s'expriment. Certains intervenants sont nommés, pas tous. Les points de vue restitués ici sont un résumé de la traduction de la restitution en séance plénière des travaux en ateliers.

1) Occupation, exploitation et profits

Un syndicaliste (Palestinian General Federation of Trade Unions – PGFTU)

«Le travail des Palestiniens dans les colonies est présenté par le gouvernement israélien

comme une preuve de la normalisation de la situation. Nous disons au contraire que cela aggrave la situation d'occupation s'agissant de colonies implantées sur des terres prises aux Palestiniens.»

«Les zones industrielles établies en 'zones franches' (issues du 'Protocole de Paris' sur les relations économiques entre l'Etat d'Israël et l'Autorité Palestinienne, signé dans le cadre des Accords d'Oslo, le 29 Avril 1994 entre l'OLP et Israël) profitent du fait que les travailleurs ne sont protégés par aucun droit du travail, ni israélien ni palestinien. Sont à l'œuvre principalement des capitaux israéliens mais aussi palestiniens qui exploitent des travailleurs palestiniens mais aussi parfois israéliens.

Elles sont implantées près de la ligne verte ce qui montre bien leur intégration dans l'économie israélienne et non palestinienne. Le système des murs et clôtures est conçu aussi pour faire fonctionner les zones industrielles qui font partie du contrôle du territoire occupé et de la société palestinienne. La lutte des travailleurs pour leurs conditions de travail doit être liée à la lutte contre l'occupation y compris contre la participation du capital palestinien.»

(On nous a confirmé ce point lors d'une réunion ultérieure en nous donnant l'exemple de la Compagnie palestinienne SHWIKI S.J.E GLASS IND. & TRADE LTD (Glass Industry) installée à Mishor Adumim.)

Un représentant de «WHO PROFITS ?» demande ce que pensent les organisations palestiniennes du «Protocole de Paris» ?

La réponse est qu'elles pensent que ces accords sont un désastre pour l'économie palestinienne, qu'ils renforcent sa dépendance, qu'ils favorisent les importations israéliennes et nuisent à sa capacité d'autoproduction.

Un représentant de KOACH LAOVDIM (Pouvoir aux travailleurs)

« Cinq moyens de lutter contre les colonies industrielles.

1 Des alternatives de travail pour les Palestiniens.

2 Les voies légales de contestation en Israël et à l'international.

3 Boycotts, Désinvestissements et Sanctions (BDS)

4 Dénonciation des «Protocole de Paris»

5 Renforcer la collaboration dans les luttes entre syndicats israéliens et palestiniens. »

2) Lutttes conjointes et normalisation

« Comment mener des luttes communes contre l'occupation et quel intérêt y a-t-il

à lutter contre la normalisation dans des situations si différentes quand certains vivent à Tel Aviv et d'autres à Hébron? Nécessité d'une meilleure connaissance de la situation réelle de l'autre. Rappel des luttes conjointes passées. Danger des activités qui ne tiendraient pas compte des réalités économiques qui résultent principalement de l'occupation ; les activités qui font abstraction de ces réalités contribuent à la normalisation.»

« Concilier les deux propositions :

- aller de l'avant dans les luttes chacun restant ce qu'il est ;
- commencer par mieux se connaître. »

« La colonisation est désastreuse pour les deux communautés, elle permet à Israël de coopter la situation. Il faut faire bouger le mouvement anti-occupation de ses motivations morales à des motivations d'intérêt bien compris. On est au-delà de la construction d'une confiance réciproque car c'est un fait acquis. »

Badran (70 ans, dirigeant de la gauche palestinienne, avait échappé à un missile sur sa maison à Hébron et à une arrestation empêchée par une manifestation populaire).

«Tout soutien à la politique israélienne est un soutien à la normalisation et tout combat contre est un soutien à la lutte. Même certains secteurs de la gauche israélienne non-sioniste ont accepté les colonies. Il est nécessaire d'unir les composantes de la gauche palestinienne, former une nouvelle génération de militants.»

1) La lutte contre la colonisation

Selon le représentant du Comité populaire d'Hébron:

«Les accords d'Oslo ont deux volets, l'un sécuritaire, l'autre économique : les deux ont échoué. Il y a maintenant en territoire occupé 25 grosses colonies officielles et 100 dites «illégalles». Il y a des colonies jusque dans le cœur des villes, de 10 colons à plusieurs milliers d'habitants comme Ma'le Adumim, à Jérusalem, à Hébron qui a perdu une partie de sa population dans la vieille ville. 55 000 personnes ont été déplacées par le mur. Les colonies se construisent pour les colons grâce au financement des banques, de l'Etat, et avec la présence et l'action de l'armée israélienne.»

«Boycotter les produits des colonies ne suffit pas, il faut dénoncer et lutter contre le système qui les sous-tend. Différentes voies sont possibles, l'important est qu'elles soient coordonnées, non pas dictées comme parfois malheureusement par les activistes israéliens, mais coordonnées car le problème est complexe. Par exemple, l'Etat vient d'annuler d'un trait de plume 64% de la dette des colonies.»

Tour des colonies à Jérusalem-Est

Dimanche nous faisons le tour des principales colonies de la partie sud de

Jérusalem-Est.

Un espace aménagé près de East Old Talpiot donne un point de vue sur plusieurs quartiers palestiniens compris dans les limites de la Municipalité et aussi sur Abu Dis derrière le mur. Lorsqu'Israël a officialisé l'annexion en 1980 les habitants de tous ces quartiers passèrent du statut de population occupée (sous protection des Conventions de Genève) à celui de «résidents avec permis de travail». Ce statut de résident est fragile et le permis (carte verte) est retiré pour de multiples motifs, par exemple sortie du territoire, condamnation bénigne, participation aux élections en Cisjordanie ; être membre d'un comité populaire peut suffire à être radié et à ce propos on a inventé le concept de « terroriste non-violent ». On repère le tracé du mur qui exclut le camp de réfugiés de Shuafat pourtant situé à l'intérieur des limites de la Municipalité. Les surfaces constructibles (environ 9%) sont encore limitées par des zones «déjà construites», des zones «d'utilité publiques», des zones «vertes» et par les colonies.

Nous passons devant un centre d'accueil des nouveaux immigrés juifs, notre guide, Sergio y a habité enfant avec sa famille venant d'Argentine. Nous arrivons à la colonie d'Har Homa, construite pourtant sur une zone verte ; «verte pour les Arabes» a dit le maire à l'époque. On a vue sur le village de Al Nu'man visité deux jours plus tôt.

Nous traversons le chantier de la route réservée qui coupe en deux la localité de Beit Safafa.

Nous passons à la colonie de Gilo et la contournons par la route réservée no60 ; vue sur le mur au tracé impressionnant et Beit Jala situé au-delà. La route empreinte deux tunnels dont un passe sous Beit Jala et nous mène à la colonie de Betar Illit habitée par des ultra-orthodoxes. Demi-tour, vue sur le mur qui entoure la colonie de Har Gilo, située à l'extérieur des limites de la Municipalité comme la localité de Al Walaja qui est prise entre le mur et les chantiers de ses derniers tronçons pour compléter le boucllement. L'un de ces tronçons va séparer le couvent de Cremisan de ses vignobles.

Al Issawiya

En route pour Isawiya au nord-est de la Vieille Ville au-delà le quartier palestinien de Sheikh Jarrah, Sami de l'AIC nous fait remarquer plusieurs micro-colonies implantées dans le tissu urbain sous pression des mouvements des colons. À Issawiya nous sommes accueillis par Mahmoud près d'une station-service, sur une terrasse qui offre un point de vue sur le quartier et sur laquelle s'est installé un poste militaire. Nous devons nous éloigner du poste militaire sur ordre des soldats. Isawiya, 18 000 habitants, quatre accès dont deux fermés en permanence et les deux autres selon les ordres de l'armée. L'ambiance de cette bourgade nous fait un peu penser à celle de localités cisjordanien pendant la deuxième Intifada: drapeaux palestiniens, slogans, affiches et fresques sur les murs mais aussi impacts de balles et dégâts et vitres brisées sur les bâtiments. Un témoin parle de bris de vitres suivis de jet de gaz puant dans les logements.

Nous nous rendons à l'un des accès bloqué. Des blocs de pierre ferment la route, les piétons passent et une moto se faufile. Un groupe de trois policiers israéliens monte la garde avec lesquels Mahmoud engage une longue discussion sur le thème de la sécurité.

Au moment où nous approchons du Centre communautaire, on annonce la présence d'une trentaine de policiers accompagnant le contrôle des deux élevages de chevaux du quartier. Ambiance de panique dans le bourg. Nous rentrons dans une maison perquisitionnée il y a quelques minutes à peine. L'homme recherché, un jeune ouvrier journalier a échappé à l'arrestation et est présent. Dans la maison les chambres des enfants sont sans dessus-dessous et les canapés du salon ont été lacérés pour être fouillés. Grosse émotion de la famille qui nous reçoit avec hospitalité. Sami fait une interview et une vidéo.

Le principal problème d'Issawiya est la spoliation des terres qui voit son espace réduit de tous côtés par l'extension du « Parc national » et par des « zones de sécurité » autour de la colonie de French Hill et aux abords de la route no 1. Les incursions de l'armée sont fréquentes, les ordres de démolitions et les contrôles tendent à limiter tout développement du quartier.

Trois instances coexistent : le « Follow-up committee » est un comité populaire, le Centre communautaire qui est l'antenne de la Municipalité, et le Mokhtar, chef traditionnel qui est parfois l'interlocuteur des autorités.

Silwan / Boustan

Le quartier palestinien de Silwan, adjacent au côté Sud-Est de la Vieille Ville a été actif dans la résistance à l'occupation dès 1967. Les activités de fouilles archéologiques sur le site dénommé « Cité de David » en contre-bas de la Vieille Ville ont débuté au cours des années 1980 et sont financés notamment avec l'argent d'Irving Moskowitz, un millionnaire américain qui a fait fortune avec le jeu d'hazard. Nous longeons le chantier « David Parc », projet de site touristique-archéologique établi sur les fouilles et nous descendons dans le quartier jusqu'à la tente communautaire (Heimar en arabe) sous laquelle se trouve le centre associatif de Wadi Hilweh, créé en 2007 et fréquenté par les jeunes, les femmes et les enfants du quartier où nous sommes reçus. Le centre développe des activités pour les enfants, football, course, danse, summer camps et aide aux études. Nous sommes assis en face d'une poignée de responsables du centre, des jeunes filles puis des garçons se joindront à nous

La tente a été dressée en 2010 dans le cadre de la lutte menée contre le projet de démolition de 88 logements. On nous précise que des photos montrent que la zone menacée était déjà construite avant 1948..

« La lutte est dure, il y a eu des tués, des maisons démolies, pratiquement toutes les familles ont eu des membres arrêtés et emprisonnés, mais nous avons un

passé et un avenir. Nous sommes menacés par des travaux et des routes réalisés pour les colons.

Il y a quatre jours il y a eu des démolitions au cimetière musulman de la Porte dorée.

Avec des avocats, des architectes, des urbanistes, nous avons élaboré un plan de développement pour Silwan ; la Municipalité l'a refusé, mais nous continuons à défendre ce quartier. Nous avons essayé d'attaquer les décisions de la Municipalité devant les tribunaux, c'est une impasse. Nous luttons mais nous comptons aussi sur l'appui du monde extérieur, l'occupation doit cesser.

Une responsable prend la parole. « Une journée sans arrestation est un bonheur. Les enfants vont à l'école en emportant leurs jouets de peur que leur maison soit démolie à leur retour. A 16 ans les enfants doivent répondre devant la justice de faits qu'ils auraient commis par le passé. Le centre est important, les jeunes filles peuvent sortir, on a une bibliothèque. »

Nous leur demandons ce qu'ils attendent de l'AIC .La réponse est que leur parole soit transmise, aux autorités, à la société civile en Israël, à l'extérieur.

En sortant nous assistons à un défilé festif et bruyant pour la retour d'un jeune prisonnier libéré.

Visite à la famille Abu Khdeir à Shu'fat

La maison est située sur la ligne de tram qui mène au nord aux colonies de Pizgat Zeyev et Newe Yaiakov. Un petit monument rappelle que le 2 juillet 2014 Mohamad Abou Khdeir,

16 ans, a été kidnappé au petit matin à côté de chez lui et brûlé vif par des colons. Le père nous dit que les coupables sont connus, qu'une partie des preuves ont été ignorées et détruites (trois caméras étaient en fonction sur la ligne de tram où a eu lieu de l'enlèvement) , que la police a délibérément laisser faire l'irréparable malgré les démarches pressantes et désespérées de la famille immédiatement après l'enlèvement. Les parois de la petite pièce où nous sommes reçu sont couvertes de témoignages de sympathie les plus divers. Un récit de ce drame est en cours d'écriture par Jamil Salbut.

Rencontre avec BimKom

Bim Kom est une ONG israélienne qui travaille sur les Droits de l'homme appliqués au domaine de l'aménagement urbain et l'aménagement du territoire. Quatre groupes travaillent sur quatre thèmes spécifiques ; les bédouins dans le Neguev , les quartiers et villages arabes en Israël, la rénovation de l'habitat pour les populations à faible revenu (Urban Union), la Cisjordanie occupée et enfin Jérusalem-Est.

Ce dernier groupe a été rencontré dans leurs bureaux suite à une première discussion dans les locaux de l'AIC : il est parfois amené à entreprendre des démarches communes avec l'AIC, moins connu, il partage avec l'AIC le même rôle de communicateurs et de médium entre communautés et aussi autorités.

« Nous travaillons tant sur le terrain que sur la législation de l'aménagement territorial, notre équipe d'architectes et d'urbanistes intègre aussi un juriste. Nous travaillons avec les communautés palestiniennes dans tous les quartiers.

En trois ans nous avons achevé une étude de terrain avec cartes et historique sur chacun des quartiers de Jérusalem-Est (cahiers spécifiques sur chaque quartier disponibles) et une synthèse (au titre explicite): «Trapped by planning – Israeli policy, planning, and development in the palestinian neighborhoods of East Jerusalem» (traduction : « Piégés par l'aménagement. Politiques d'aménagement et de développement israéliennes dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est.»)

Des plans d'aménagement sont élaborés avec les responsables des communautés et confrontés aux plans officiels qui, soit ignorent les besoins des communautés, soit sont conçus pour bloquer leur développement. En plus des discussions avec les volontaires, nous dialoguons avec les représentants de la Municipalité dans les centres communautaires de manière plus ou moins constructive selon les personnes, parfois officiellement, parfois de manière informelle. Pour les choses simples, cela peut aller de l'avant. Vis-à-vis de la Municipalité, nous entreprenons toutes sortes de démarches, lettres, demandes d'entrevues, pétitions, avant d'en venir à des oppositions juridiques.

Au niveau du « Grand Jérusalem », nos critiques du plan directeur « Jérusalem 2000 » édité par la Municipalité entre 2007 et 2009 concernant les quartiers palestiniens ont abouti à quelques modifications peu importantes. Il reste que ce plan n'a été ni soumis à l'enquête publique, ni approuvé officiellement, mais la Municipalité s'en sert quand même.

Tous les plans successifs ont été conçus dans le but obsessionnel et affiché de modifier la tendance de la répartition quantitative des populations en faveur de la population juive, avec l'arrière-pensée de justifier l'annexion. Pourtant, jusqu'à présent la tendance ne va pas dans le sens souhaité par le gouvernement.

Pour influencer sur la vision globale il faut approcher la direction, on peut y arriver par des contacts et des pressions sur les élus municipaux.

Sur certains points Il y a quand même des plans de développement des quartiers palestiniens, mais ils comportent des conditions qui rendent quasi impossible leur mise en œuvre. Nous allons à la Municipalité pour leur dire : voilà, il faut réaliser ce plan !

Les choses sont aussi compliquées par le gel des autorisations de travaux pour

les communautés depuis 2009 et par le fait que contrairement à Jérusalem-Ouest, les terrains sont des propriétés privées, palestiniennes ou achetées par des israéliens.

Nos financements viennent de l'Union européenne et des Etats-Unis, il y a aussi pas mal de travail bénévole. Notre site web est www.bimkom.org »

Blaise Crouzier - Tobia Schnebli Genève

Mai 2017 Tobia Schnebli - Astrid Astolfi - Blaise Crouzier

(séjours décalés du 8 au 27 mai)

Nos interlocuteurs pour l'AIC étaient Connie Hackbarth, Sergio Yahni et Michel Warschawski.

Cette visite programmée avant que ne se déclenche la grève de la faim des prisonniers palestiniens s'est déroulée dans un climat troublé par les manifestations de soutien aux grévistes et dans une moindre mesure par les élections municipales en Cisjordanie. Le programme en a été bouleversé.

La grève de la faim des prisonniers

Conférence le 16 mai 2017 au siège du Croissant rouge palestinien à Ramallah à laquelle participent Farah Bayadsi avocat de Addameer, Issam Aruri président du PNGO, Shawan Jabarin directeur de Al Haq organisation membre du Conseil des organisations palestiniennes des Droits de l'Homme (PHROC) ainsi que des membres de familles de prisonniers.

Le PNGO proteste contre les tentatives de nourrir les prisonniers grévistes de la faim de force. Des médecins indiens et roumains sont sollicités alors que les médecins israéliens refusent de nourrir les grévistes de force. Cette pratique est contraire à la loi internationale sur la santé (IHL).

La grève de la faim entre dans son 30ème jour et plus de 1500 prisonniers y participent pour des droits basiques comme le droit à l'éducation, aux soins médicaux, à la dignité, contre les cellules d'isolement et la détention administrative (sans jugement et à durée indéfinie).

Le PHROC relève que depuis 1967 environ 800 000 Palestiniens ont été arrêtés par l'armée israélienne en Cisjordanie, à Gaza et à Jérusalem-Est. En mars 2017 il y avait 6300 prisonniers politiques dont 500 en détention administrative.

Manifestation de femmes palestiniennes en solidarité avec les grévistes de la faim près du Check-point de Kalandia (19 mai 2017)

Tentes de solidarité avec les prisonniers en grève de la faim (à gauche Ramallah, à droite Hébron).

Nous avons rencontré des familles dans les «tentes de solidarité avec les prisonniers» à Ramallah, à Betlehem et à Hébron.

Concernant les conditions de détention les demandes portent notamment sur :

- le rétablissement des visites bihebdomadaires des familles (espacées par la Croix rouge pour cause d'économie et de baisse de fréquentation sans tenir compte des disponibilités des familles et des tracasseries administratives) ;
- l'arrêt du recours aux cellules d'isolement ;
- la fin des détentions administratives ;
- possibilité de recevoir livres, matériel d'écriture, habits ;
- accès à l'instruction par des cours (Hebrew Open University) ;
- possibilité de se présenter aux examens finaux du secondaire (Tawjihi palestinien et jordanien).

L'AIC nous a informés de la tenue d'une manifestation à Tel-Aviv en soutien aux grévistes de la faim palestiniens. La délégation du CUP-Genève a participé à cette manifestation (la seule, à notre connaissance en Israël durant notre séjour).

Tel Aviv, 23 mai 2017, rassemblement de soutien aux prisonniers palestiniens

Union of the Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem

Après un entretien avec Connie Hackbarth, un membre de l'AIC nous accompagné au siège de l'UCCPRJ (Union of the Civic Coalition for Palestinian Rights in Jerusalem www.civiccoalition-jerusalem.org) dans le quartier Dahiat Al Barid près de Ram. Comme Ram, le quartier est coincé à l'extérieur du mur de séparation mais à l'intérieur des limites de la Municipalité de Jérusalem.

Nous sommes reçus par Monsieur Zakaria Odeh directeur et son assistant.

Un exposé complet sur l'histoire de la colonisation de Jerusalem-Est nous est fait (document annexe en français) : le plan des autorités israéliennes du début des années 2000 prévoyait de parvenir, à l'horizon 2020 à une composition de la population dans le «Grand Jérusalem» de 70% de Juifs et 30% de Palestiniens. En 2017 il y a pourtant encore 39% de Palestiniens à Jérusalem. Les interdictions de construire et de développer les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est font partie de ce plan.

Mais la principale raison pour la faillite du plan israélien est que le contexte conflictuel qui a commencé avec la Deuxième Intifada (2001-2002) a été très fort à Jérusalem (et qui y perdure jusqu'à présent), a dissuadé un grand nombre d'israéliens de s'établir à Jérusalem, notamment les jeunes générations et la classe moyenne. Aujourd'hui pour les Israéliens, Jérusalem reste avant-tout la ville des Juifs orthodoxes.

Visite du quartier d'Essawya

La visite du quartier d'Essawya a dû être annulée, tout le quartier étant encerclé par les forces israéliennes.

Visite du quartier de Silwan - At Tur

La visite du quartier menacé par les projet de démolition massifs liés aux projets de Cité archéologique (Cité de David) dirigé par la «Ir David Foundation», dont les travaux sont en cours dans la partie haute du quartier derrière des palissades tapissées d'affiches suggestives.

Silwan, 22 mai 2017, vue partielle du site archéologique « Cité de David »

Silwan, 22 mai 2017. Gravats de maisons palestiniennes démolies,

Après une courte visite au Centre de loisirs et parascolaire palestinien que nous avons visité en 2015 nous parcourons une partie du quartier composée de construction basses ou de gabarit moyen par un dédale de ruelles parfois croisées par de petites routes. Le quartier est construit sur les fortes pentes du vallon...Près du fonds du vallon un centre sportif est en mauvais état d'entretien. A quelques endroits des maisons démolies par l'armée au motif qu'elles ont été construites sans autorisation. Dans quelques jardins on devine des extensions en autoconstructions. 70 familles viennent de recevoir l'ordre d'expulsion et de démolition de leurs maisons, pour faire place au projet de «Parc archéologique».

Ordre de la municipalité de Jérusalem d'évacuation d'une maison à Silwan (daté du 7 mai 2017).

Festivités le 22 mai pour la visite de Donald Trump à Jerusalem

La journée de visite de D. Trump à Jérusalem coïncide , côté palestinien, avec une «Journée de la colère» en soutien aux prisonniers grévistes de la faim et à une grève générale dans tous les Territoires Occupés Palestiniens. Plusieurs milliers de policiers et militaires israéliens sont déployés et quadrillent la ville. La population palestinienne est terrée chez elle.

Jérusalem-Ouest, affichage des milieux sionistes à la veille de la visite de Trump.

La visite donne lieu à une série d'événements festifs précédée par une campagne d'affichage et le déploiement de milliers de drapeaux israéliens à Jérusalem-Ouest autour et dans la Vieille-Ville. Un large périmètre autour de la Vieille Ville est fermé à la circulation et vers midi l'arrivée des hélicoptères qui atterrissent dans un parc à proximité du (Village des artistes) est visible depuis la

porte de Jaffa. Le soir la foule arrive de Jérusalem-Ouest et des colonies de Jérusalem-Est pour un son et lumière étourdissant au pied et sur les remparts de la vieille ville requalifiée en « Cité de David ».

« Jerusalem Day » le 24 mai

Michel Warschawski nous avait déconseillé de rester à Jérusalem, mais 2 membres de notre délégation y étaient restés quand-même et ont assisté au début des manifestations. Ambiance de fête et parades de rue côté Jérusalem-Ouest, ambiance de couvre-feu à Jérusalem-Est. Des dizaines de milliers d'Israéliens défilent dans l'ensemble de Jérusalem. Dans la Vieille-Ville (qui se trouve du côté palestinien de la Ligne Verte –ligne de l'armistice de 1949- donc à Jérusalem-Est) les manifestants israéliens parcourent les ruelles en groupes armés de bâtons et terrorisent la population palestinienne. Des heurts éclatent à la porte de Damas avec un groupe de très jeunes contre-manifestants anti-coloniaux israéliens

« Jerusalem Day » 24 mai 2017, manifestants pro-israéliens.

Entretien final avec Michel Warschawski.

L'entretien se déroule dans le local de l'AIC le 21 mai et nous le restituons sous forme de plan sommaire tout en reprenant certaines de ses expressions.

MW retrace les principales étapes des luttes pour la paix en Israël même pour éclaircir la situation actuelle.

Le « deal » d'Itzhak Rabin avec les arabes israéliens représentés par le député Azmi Bishara : l'égalité avec les Juifs jamais, mais des améliorations oui ; il engagera un milliard de shekels pour les équipements dans les quartiers et villages arabes.

L'assassinat d'Itzak Rabin le 4 novembre 1995 marque peut-être la fin prématurée des accord et du processus d'Oslo.

La politique d'Ehoud Barak : la paix c'est fini et il faut rappeler aux arabes quelle est leur place dans la société israélienne.

Les manifestations pour la paix qui rassemblaient 50 000 personnes, juifs et arabes à Tel Aviv n'en rassemblent plus que 5 000, mais c'est parce qu'elles en rassemblent 45 000 à Nazareth et dans les villes à majorité arabe. C'est le front Judéo-arabe qui est en crise.

En 2015, le quorum nécessaire aux partis pour accéder à la Knesset passe de 1,5 % à 3 %. En conséquence les partis arabes font liste commune et obtiennent

13 sièges (sur les 120 du plénum).

Ce qui pourrait aboutir à la situation extraordinaire, en cas de ralliement du Centre/Centre-gauche à la majorité, où serait attribué au chef de ce groupe parlementaire le rôle de Chef de l'opposition avec (ou non) toutes les attributions attachées à cette fonction, attributions importantes comportant quelques secrets d'état.

Toutefois les principaux leaders de ce groupe sont mis en difficulté dans le cadre d'une criminalisation de tous les opposants.

Hanin Zouabi était sur un des bateaux qui tentaient de briser le blocus de Gaza et a été arrêtée alors par l'armée israélienne.

Basel Ghattas est accusé et condamnée d'avoir introduit des SIM de téléphones portables lors de visites aux prisonniers palestiniens.

On assiste actuellement à une glissade vers le fascisme. Les deux derniers remparts / garde-fous contre cette tendance sont les médias et la Cour suprême.

Les médias : nous avons une presse de bonne qualité et des chaînes radio-tv variées.

Le service public fait l'objet d'une réforme en vue d'un meilleur contrôle du gouvernement sur l'information. Netanyahu exerce aussi des pressions sur les journaux privés. Il est propriétaire d'un « gratuit ». Il tente de limiter les critiques qui lui sont adressées ainsi qu'à sa femme.

La Cour suprême a rendu quelques jugements contraires à la politique du gouvernement :

il y a en ce moment des manœuvres menées en amont par la ministre de la justice Shaked, c'est à dire sur la commission qui nomme les juges de la Cour suprême.

Une chasse aux sorcières touche tous les niveaux de responsabilité dans la société israélienne. Au moyen du concept « d'allégeance à un état juif et démocratique » (le ministre de l'éducation Naphtali Bennett souligne « juif » et met entre parenthèses « démocratique ») les opposants sont écartés de tous les postes de responsabilité, même dans les universités.

La corruption du monde politique atteint un niveau incroyable, elle est généralisée et quatre dossiers pénaux sont ouverts contre Netanyahu.

Cela va avec le fait que le niveau intellectuel du personnel politique est très bas (voir l'actuelle ministre de la culture, ex porte-parole de l'armée).

Conclusion

Le programme motivé par l'espoir d'une amélioration du respect des Droits de l'Homme dans les quartiers palestiniens de Jérusalem-Est (le programme ne

concernait pas les colonies israéliennes illégales en droit international) s'est déroulé dans le cadre d'une aggravation continue du régime d'occupation et de colonisation, notamment de la construction de colonies, de restriction des droits des résidents palestiniens et de provocations et de répression policière.

Dans le cadre d'une politique israélienne du fait accompli, nous avons assisté à une fuite en avant caractérisée par l'arrêt des pourparlers de paix, l'abandon des engagements des accords d'Oslo, la colonisation et la marginalisation de la population palestinienne au profit de la population juive, avec pour point d'orgue la reconnaissance, le 6 décembre 2017, de Jérusalem comme capitale de l'état d'Israël par le président des Etats-Unis au mépris du droit international.

Une politique de criminalisation de toutes les organisations israéliennes, palestiniennes, étrangères, opposées à l'occupation des territoires palestiniens et aux colonies est accentuée pendant cette période. Bien que le NGO Monitor n'ait pour finir pas réussi à enlever à l'AIC son enregistrement comme ONG, il continue à lancer des accusations pour le faire taire. A cela s'ajoute le tarissement général des financements internationaux en faveur des ONG pacifistes et anti-coloniales israéliennes.

Actuellement la remise en cause d'une solution à deux états par les déclarations unilatérales du Président américain Donald Trump et celles du gouvernement israélien rend toujours plus difficile mais encore plus nécessaire la continuation des efforts de tous ceux qui, comme l'AIC, maintiennent envers et contre tout un dialogue et une concertation entre les organisations pacifiques palestiniennes et israéliennes. Pendant trois ans ce dialogue et cette concertation ont été poursuivis par l'AIC avec le soutien de la Délégation Genève Ville Solidaire dans le cadre du projet « Observatoire des Droits Humains à Jérusalem-Est ».

En complément de tout le travail d'information factuelle et d'interviews, des rencontres ont été organisées à Jérusalem mais aussi parfois au-delà du mur de séparation, en Cisjordanie occupée (Beit Sahour – Hebron) , lorsqu'elles n'étaient plus réalisables à Jérusalem même en raisons de l'intense répression qui a visé tous les opposants à la politique de colonisation du gouvernement israélien.

Ces actions se sont poursuivies en 2017 grâce au dernier versement de la Délégation Genève Ville Solidaire et se poursuivent actuellement bien qu'une réduction des activités soit intervenue à mi 2017 à cause d'un défaut de versement de la contribution espagnole. L'équipe dirigeante est toujours composée de Michel Warschawski, Connie Hackbarth, Sergio Yahni et de Nassar Ibrahim pour le centre de Beit Sahour. Le local de l'AIC à Jérusalem-Ouest qui était aussi ouvert aux organisations militantes pacifistes a dû fermer fin 2017 faute de moyens financiers, le matériel a été transféré au centre de Beit Sahour qui poursuit ses activités d'information et de lieu de rencontres.

Un nombre important d'organisations qui défendaient les droits humains, comme ICAHD (Israeli Commettee Against Houses Demolitions) et Tarabut-Hithabrut, ont disparu de la scène, à cause de la répression mais surtout à cause de l'atmosphère hostile envers elles et de la violence du discours d'État.

Les activités de l'AIC qui se poursuivent avec énergie depuis trente ans ont mérité le soutien de la Délégation Genève Ville Solidaire. Elles le méritent encore de notre point de vue sur la base d'une adaptation des méthodes aux changements contextuels.

Le CUP se propose de déposer en temps opportun une demande de financement à la Délégation Genève Ville Solidaire, en complément d'un financement de la Municipalité de Malaga- Espagne, financement limité à un redémarrage des activités de l'AIC déployées depuis la base de l'organisation de Beit Sahour dans les Territoires palestiniens occupés.

Ces activités s'orienteraient vers un dialogue accru avec les organisations progressistes et pacifistes palestiniennes et la création d'un bureau de contact entre ces organisations et les organisations progressistes et pacifistes israéliennes.

Annexes

1. Dossier CUP comprenant les comptes CUP 2014,-2015-2016-2017, les pv des AG CUP et les rapports d'activité 2014-2015-2016-2017 et les statuts du CUP modifiés le 14.04.2015
1. Dossier de suivi 2014-2015 comprenant le rapport d'activité AIC 2015, le rapport AIC sept 2015, la note intermédiaire de suivi février 2015 et le rapport de suivi septembre 2015.
1. Dossier de suivi 2016 comprenant le rapport d'activité AIC 2016, le rapport complémentaire AIC octobre 2016, la situation financière 2016 et une lettre explicative novembre 2016.
1. Dossier de suivi 2017 comprenant les audits financiers AIC 2014 et 2015, le rapport d'activité AIC 2017, et le bilan des objectifs situation en mars 2017
1. Dossier d'exemples de productions AIC.
1. Comptes du projet 2014-2017